Centre Interdisciplinaire
d'Études de l'Islam dans
le Monde Contemporain

CISMOC IACCHOS

*Papers on-Line**

L'Islam comme « soft power » : un outil religieux au service de la politique étrangère de la Turquie et de l'encadrement religieux des musulmans en Europe?[1]

Samim Akgönül[2]

Avril 2016

* Les Cismoc Papers on-line sont des textes relatifs à la réalité de l'islam dans le monde contemporain. Les auteurs y expriment librement leurs points de vue à partir de leurs spécialisations et leurs expertises scientifiques.

[1] Ce texte est une retranscription intégrale de la conférence que le Prof. S. Akgönül a donné au CISMOC (Université catholique de Louvain), le 21 avril 2016, dans le cadre des Grandes conférences « Islams et champ politique » (Chaire Baillet-Latour). Pour citer ce texte, S. Akgönül, F., *L'Islam comme « soft power » : un outil religieux au service de la politique étrangère de la Turquie et de l'encadrement religieux des musulmans en Europe? Cismoc Papers on-line*, mars 2016, 9 p.

[2] Le Prof. Samim Akgönül est un historien et politologue franco-turc, spécialiste de la Turquie et des minorités religieuses, notamment en Turquie, dans les Balkans et en Europe. Il publie également sur l'Histoire politique contemporaine de Turquie et sur la langue turque. Il enseigne au Département d'Etudes turques de l'Université de Strasbourg et intervient régulièrement dans les universités turques et américaines. Parmi ses publications : *Azınlık: Türk bağlamında Azınlık kavramına çapraz bakışlar*, Istanbul, BGST, 2012 ; *Minorités en Turquie, Turcs en minorité: regards croisés sur l'altérité collective dans le contexte turc*, Istanbul : Isis, 2010, L'Harmattan, 2007 ; *De la nomination en turc actuel : appartenances, perceptions, croyances*, Istanbul : Isis, 2007 ; *Religion de Turquie, religions des Turcs : nouveaux acteurs dans l'Europe élargie*, Paris : L'Harmattan, 2006 ; *Une minorité, deux États : la minorité turco-musulmane de Thrace occidentale*, Istanbul : Isis, 1999.

Ma réflexion principale se situe autour du concept de **minorité religieuse**. J'essaie de comprendre ce que c'est de plusieurs points de vue : historique, sociologique et juridique. Je suis historien, ensuite j'ai trahi l'histoire en faisant des études de sciences politiques, et ensuite j'ai trahi les sciences politiques et je fais aujourd'hui de la sociologie.
Pour illustrer cette réflexion plus ou moins théorique, j'ai eu trois terrains de recherche :

1) J'ai beaucoup travaillé sur les minorités non musulmanes en Turquie et un peu dans le proche Orient (les pays de l'Empire Ottoman) ;
2) J'ai beaucoup travaillé sur les minorités anciennes, les musulmans dans les Balkans (en Grèce et en Bulgarie) ;
3) Et depuis une quinzaine d'années, comme tous ceux qui réfléchissent sur l'Islam européen, j'essaie de comprendre la question des nouvelles minorités. Il s'agit de groupes qui sont plus ou moins liés à l'histoire de l'immigration, qui ne sont pas eux-mêmes migrants ou immigrés, mais qui sont perçus comme tels. Ils sont perçus comme tels par la société majoritaire, mais aussi souvent par réaction : il existe une dynamique minoritaire qui fait que les membres de cette minorité se perçoivent eux-mêmes comme venant d'ailleurs. 90% de ceux qu'on perçoit, en Europe Occidentale, comme immigrés n'ont jamais migré. Ils sont peut-être les moins mobiles des sociétés occidentales : ils naissent dans une ville et meurent dans la même.

Dans cette construction de l'appartenance minoritaire, la religion joue un rôle particulier dans la mesure où, ce qu'on appelle l'identité (ce mot est devenu très fourre-tout) minoritaire est souvent transmise à travers deux grands piliers identitaires : il s'agit de la langue et de la religion. En position minoritaire, la transmission linguistique est très difficile, peu importe le système éducatif de la majorité, peu importe le cadre juridique de la minorité. La transmission linguistique étant plus difficile, en réalité les minorités, d'une manière générale, sont plus religieuses que les mêmes groupes se trouvant en majorité. Je me corrige : le sens de la religiosité pour les minorités religieuses est différent du sens qu'en donne le même groupe dans la majorité. Les français catholiques vivant à Beyrouth, chargent le catholicisme d'un autre sens que les français catholiques vivant en France, c'est autre chose. C'est à la fois une religiosité, mais également plus que la religiosité : ça forme les frontières de la minorité parce que linguistiquement parlant, il y a un pilier qui reste faible. S'agissant des originaires de Turquie en France, cette religiosité est également importante, mais je vais d'abord essayer de dire quelle est cette religiosité avant de voir l'attitude de l'Etat en Turquie.

Les constructions nationales s'appuient sur plusieurs critères : appartenance géographique, territoriale, linguistique, ethnique, destin commun, passé commun, etc. Mais toutes les nations, notamment des nations construites en Europe de l'Est issues des deux empires multi-religieux et multi-ethniques que sont l'Empire Austro-Hongrois et l'Empire Ottoman, privilégient un de ces critères. Les autres existent, mais un de ces critères est considéré comme le premier, le principal. Pour les nations issues de l'empire Ottoman, ce critère est l'appartenance religieuse. Autrement dit, la nation turque, dès sa fondation, dès la deuxième moitié du XIXème siècle (c'est une fondation récente, réactive vis-à-vis des autres nations de l'Empire Ottoman) a pris comme critère principal de l'appartenance à la « Turcité », l'appartenance religieuse. Autrement dit, dès le début de cette construction, les non turcophones venant d'autres contrées de l'empire (ne faisant pas partie de la Turquie actuelle) ont été considérés comme assimilables : tôt ou tard, ils peuvent devenir Turcs s'ils

sont musulmans. Autrement dit, les musulmans non turcophones venant des Balkans, du Caucase ou du Proche Orient tout au long du XIXème siècle ont été turquisés. Le processus d'assimilation est un processus réussi sauf pour un groupe (on pourra en reparler si vous voulez) et il y a des raisons bien spécifiques.

Dans cette construction, les turcophones ethniquement turcs, locaux, indigènes, n'étaient pas considérés comme « méritants » de faire partie de la nation turque s'ils n'étaient pas musulmans. L'islamité est le principal critère de cette turcité. Mais, c'est là où il y a le paradoxe, les pères de la nation ont considéré que la nation turque (qui allait être construite et dont la construction continue encore) devait être musulmane, mais seulement au niveau de l'appartenance et non au niveau de l'apparence. Et là il y a un paradoxe et j'ai une petite idée, une théorie de quand on parle de religion.

Quand on utilise le mot religion, j'ai l'impression qu'on l'utilise pour trois réalités distinctes, qui peuvent être interconnectées mais qui peuvent ne pas l'être, que j'ai appelé les trois B : ***belief, behaviour et belonging* / croyance, comportement, appartenance**. Les trois peuvent être en connexion : je crois, donc je me comporte ainsi parce que ma religion me l'oblige, donc j'appartiens à ce groupe religieux. Mais on peut très bien avoir des individus, et même des groupes qui croient mais qui ne se comportent pas, d'autres qui ne croient ni ne se comportent mais sont dans une appartenance sociologique à travers cette religiosité. Quand *Le Monde* écrit, avant-hier, qu'il y a cinq millions de musulmans en France, suis-je dedans (je vis en France) ? Evidemment que oui, parce que ce n'est pas la signification ni de croyance, ni de comportement mais comme catégorie d'appartenance qui est indépendante de la croyance. J'ai un nom « barbare », je viens d'un pays lointain, … Donc la réponse est : ces trois peuvent être interconnectés, comme ces trois peuvent ne pas être interconnectés. Et pour la construction nationale turque, les trois n'étaient pas connectés. Le bon turc des années '30 devait être musulman, mais ne devait pas se comporter comme tel, justement parce qu'il fallait ressembler, ou faire semblant d'être une nation à l'occidentale, où la visibilité religieuse, la visibilité architecturale, vestimentaire, linguistique, n'était pas bien vue. Et donc, cet Etat-là, dès la fondation, a investi la religion d'un rôle, d'une fonction, mais pas d'une fonction religieuse, spirituelle, en tant que croyance, mais d'une fonction d'appartenance : une fonction d'appartenance contre la fonction de comportement !

En 1924, il y a l'abolition du Califat, la disparition du dernier Califat et du dernier Sultan qui n'avait gardé que son titre de Calife. **1924 : la fondation d'une structure étatique, que nous appelons *Diyanet* l'administration des affaires religieuses**, chargée de plusieurs rôles :

1) **Domestiquer les différentes islamités populaires**. C'est le sens même de l'islam ottoman : islamité populaire dans différentes localités, confréries, des différents courants locaux et leurs spécificités. Il s'agissait de les domestiquer et de les inclure dans la nouvelle construction d'Etat.
2) **Territorialiser et nationaliser le comportement religieux** : les confréries en question étant vues comme des rivales de l'appareil étatique, qui se voyait comme pouvant œuvrer principalement pour tout ce qui est affaires sociales, par exemple pour l'éducation, la santé, la charité. D'autres nations à l'époque n'ont pas prôné ça, elles ont préféré continuer à déléguer le rôle social à des structures religieuses.
3) **La construction nationale** : (vous savez, il y a cette magnifique boutade, si la nation française a été construite par l'institutrice face au curé du village. Toute la littérature

française est remplie de cette petite institutrice qui va au village et fait face à la résistance de ce curé du village qui est obscur, contre tout : c'est un combat entre la modernité de l'institutrice et l'obscurantisme du curé). J'ai l'impression que la nation turque a été construite par l'institutrice et l'imam. L'imam est chargé de transmettre, dans cet appareil étatique, où il y a eu une fonctionnalisation de la fonction publique, le message de l'Etat à l'égard des citoyens. Depuis 1924 jusqu'à aujourd'hui, les khutba, les sermons du vendredi sont centralisés. Et quand on regarde l'ensemble, la partie spirituelle prend 10%. La grosse affaire est la nation. La nation, l'Etat, la légitimité de l'état, de l'appareil étatique, contre tout ce qui peut mettre en danger la cohésion sociale, la cohésion identitaire, qui peut remettre en question les décisions de l'Etat. Là, nous sommes véritablement face à un appareil idéologique de l'Etat avec une hiérarchie très stricte, très bien installée. Cette fonction de la construction nationale, couvre toute la période de formation de la nation. De 1924, jusqu'aux années 1980, c'est la fonction principale.

Prenons d'abord la construction nationale, où l'islam populaire est vu comme adversaire politique et identitaire, comme adversaire contre l'homogénéisation de la nation. Dans les années '20 tout le monde adore la nation homogène : c'est ça l'idéal, qu'on se ressemble tous, qu'on soit tous pareils. A partir des années 1980, je peux même vous donner la date exacte : le 12 septembre 1980, à 5 heures du matin, cet outil de l'appareil idéologique en question, se transforme en quelque chose d'autre, on le charge de nouveaux rôles. Le 12 septembre 1980, c'est le coup d'Etat miliaire (3ème en Turquie) le plus lourd, le plus répressif, qui arrive après deux ans de violence extrême dans le pays, qui s'installe, dont l'adversaire principal est vu comme étant tous les mouvements socialistes et communistes et les Kurdes. Dans les années '80, nous sommes en plein guerre froide, la Turquie est face au monde soviétique, et les militaires fascistes qui sont sur place, voient dans les mouvements socialistes un tel danger que (et c'est ça le paradoxe) ils chargent cet appareil idéologique de nouveaux rôles. Il s'agit de dé-séculariser, au sens de nationaliser, la population face à tous ces mouvements socialistes et communistes. En 1982, il y a la nouvelle constitution, en 83, il y aura la nouvelle loi réformant la structure de la *Diyanet*. Donc là on voit changer le sens même de ces sermons et de tout ce qu'on transmet à travers les imams. Ce sont des messages de nationalisme mais ce sont aussi des messages d'anti-communiste, d'anti-socialisme. Le mot anarchisme est connoté très négativement, il n'y a pas de remise en cause de l'ordre établi. C'est peut-être, ou aussi, religieux sunnite hanafite, mais surtout national.

1er rôle : fondation de la nation

2ème rôle : préservation du système en place

Tout au long des années 1980 – '90, c'est son principal rôle. Cet outil politique est bien entendu un outil politique étatique, officiel. Pour tous les chercheurs, c'est « l'Islam officiel ». Mais, tout ce qui vient de l'Etat, tout ce qui est imposé du haut, par définition, crée son adversaire. Il ne peut y avoir un islam officiel sans qu'il n'y ait le concept d'islam oppositionnel. Dès les années 1960, cet islam oppositionnel, qui vient d'une conjugaison de l'ancien islam populaire, se transforme en mouvement politique adversaire au laïcisme imposé par l'Etat, qui a été appelé la « Vision Nationale ». Mais « nationale » dans les deux sens du terme, c'est à dire nationaliste, mais aussi national au sens de l'Empire ottoman où il y avait des *millets*, mais qui ne désignaient que l'appartenance religieuse. Là, il y a une mixité

de l'*oumma* et de la nation au sens occidental *:* à la fois la nation turque et la nation musulmane large, très anti-européenne, très centralisateur, qui a une vision économique, pas seulement religieuse, et qui commence à s'implanter dès les années '70 en Europe, bien avant l'implantation de l'Islam officiel. En Europe, on voit l'arrivée de ces jeunes hommes tous seuls, à partir des accords bilatéraux en France en Allemagne, en Belgique et aux Pays Bas. Hollande. Cela confirme mes théories sur les minorités, en réalité les minorités donnent aux groupes en question la possibilité de creuser davantage ce qui ne peut pas à être creusé en majorité. Dans l'émigration, les deux courants politiques les mieux implantés dès les années '70 sont d'un côté l'islam politique, et d'un autre côté la gauche, tout ce qui été chassé de la Turquie pendant les années '70 et '80. Jusqu'à la fin des années '90, il y a des rivalités à l'extérieur de la Turquie entre l'islam officiel et l'islam oppositionnel.

Mais à la deuxième moitié des années '90, cet Islam oppositionnel vient au pouvoir et donc devient dominant en Turquie même. D'abord à travers les coalitions, ensuite, suite à la scission, l'AKP issu de l'Islam politique et son chef Recep Tayyip Erdogan, prennent le pouvoir seuls. Le parti au pouvoir actuellement depuis 2002, donc cela va faire 14-15 ans. Ce qui fait que, à partir de la deuxième moitié des années '90, on ne peut plus parler, pas en tous cas pour désigner ces deux-là, de l'islam officiel et de l'islam oppositionnel. Il s'agit d'une période de convergence sans qu'il n'y ait une union.

Je me souviens quand je suis venu en France, en 1990, la Turquie était en train de demander à l'Allemagne d'inscrire Milli Görüs dans la liste des organisations terroristes. Moi-même, de mes propres yeux, j'ai vu à partir des années 2000 les circulaires circulant dans les consulats pour demander aux Consuls généraux de ne plus faire cela et d'inviter les leaders de Milli Görüs dans les fêtes nationales.

Durant cette période de convergence, d'autres pôles d'islam oppositionnel se sont implantés à la fois en Turquie mais aussi en diaspora.

Revenons un peu en arrière. Comme je vous ai dit au départ, la *Diyanet* a été fondé en 1924 dans le but de gérer les affaires de la croyance et la pratique religieuse de la religion musulmane et pour gouverner, administrer les institutions religieuses.

Au départ, en 1924, toutes les confréries qui faisaient le fond même de l'islam populaire ont été inclues.

En 1925, il y a une loi interdisant les confréries, fermant l'ensemble des couvents des confréries populaires, et donc les jetant hors la loi pour justement nationaliser. Ces confréries, parce qu'elles étaient le fond même de l'Islam populaire ont résisté jusqu'aux années 1950 où il y a une alternance politique, basée sur la religiosité entre autres. Les confréries commencent petit à petit à émerger et commencent petit à petit à occuper l'espace public notamment en province. Ces mêmes confréries, dans les années '70 vont s'implanter en diaspora. Cologne est un centre très important à la fois de l'Islam oppositionnel, ensuite de l'Islam officiel, mais également des süyleymanci par exemple qui vont commencer à s'y établir.

A partir des années 1950, on donne à la *Diyanet* des ressources financières importantes : les fondations pieuses, qui étaient en réalité les biens publics les plus importants. C'est notamment grâce aux fondations pieuses qu'il y avait des mosquées, des distributions de repas pour les pauvres, du pain public, des hôpitaux. Ces fondations pieuses entrent sous l'administration de la *Diyanet*. La *Diyanet* commence à devenir à la fois une fondation de personnel et de finances avec des moyens considérables.

En 1927, dans le personnel de la *Diyanet* : 7710 personnes, aujourd'hui plus de 150 000. Ces premiers personnels ne tombent pas du ciel. C'est des personnes qui existaient déjà, qui

étaient déjà sur place. C'est tout l'appareil sur place qui est fonctionnalisé, nationalisé. Ca ressemble à la fonctionnalisation des curés après la révolution française. On est en train de former le personnel religieux qui sera au service de l'Etat.
Voici actuellement l'organisation de la *Diyanet* dont le président est une personnalité reconnue, en général un professeur de théologie qui répond directement au ministre. (…) Un ministère aurait un sens politique alors que l'appareil est plus imbriqué dans l'Etat car devient un haut fonctionnaire. Le mot « laïc » est là mais pas dans le sens de la séparation de la structure religieuse de l'état. Au contraire, c'est de pouvoir prendre sous contrôle et d'utiliser cet appareil politique.
Voici quelques chiffres :

Depuis la dernière décennie, avec l'Islam politique qui est arrivé au pouvoir, un nouveau rôle à la fois identitaire, social et religieux est donné à la *Diyanet*. Elle est devenue, depuis 2002, l'institution la plus prestigieuse, la plus forte, la plus dynamique à travers laquelle on décide de régler tous les problèmes. C'est-à-dire que quand il y a eu tout un rapport sur l'économie grise en Turquie, quelle a été la solution ? C'est de demander aux imams de dire aux gens de payer leurs taxes, leurs impôts. Quand il y a eu depuis les années '80 un réveil de la question kurde, les violences, le discours à travers la *Diyanet* a été « mettons-nous d'accord, vous êtes Kurdes, nous sommes Turcs mais nous sommes musulmans ». Et donc, on construit une identité nationale à travers le religieux. La *Diyanet* est donc devenu quelque chose d'énorme, grand et peut être l'institution la plus importante.
Le président de la *Diyanet* était à Strasbourg la semaine dernière pour la semaine sacrée de l'essence, c'est une invention turque qui tombe toujours la même semaine du mois d'avril et c'est un moyen de discours politique.
(Q : Est-ce que la *Diyanet* est comparable à Al Azhar ?
Non, Al Azhar est une université. La *Diyanet* est une institution étatique, avec des fonctionnaires de l'Etat. Vous faites bien de me poser la question. En réalité, la moitié du personnel de la *Diyanet* travaille dans la *Diyanet*, l'autre moitié est prêtée par la *Diyanet* à d'autres ministères : ministère de l'intérieur, santé, défense, affaires étrangères, etc. La *Diyanet* est donc à la fois une grande institution religieuse mais qui intervient également dans d'autres secteurs.
En 2016, le budget de la Présidence de la république est de 434 millions de livres turques, le budget du premier ministère c'est 2 milliards, le budget des affaires étrangères, c'est 2,6 milliards et le budget de la *Diyanet* est de 7 milliards donc trois fois plus que le ministère des Affaires étrangères.
Polémique : l'actuel président de la *Diyanet* à qui on a donné une voiture de fonction, une Mercedes, et donc les gens ont parlé « comment un homme religieux peut rouler en Mercedes ? », il était tellement triste qu'il l'a rendue, le président Erdogan était fâché et lui a dit « tu représentes la religion, évidemment que tu en as le droit » et il lui a donné une autre Mercedes.
Entre 2006 et 2016, multiplication par 4 du budget de la *Diyanet*.

Lorsque l'émigration des Turcs en Europe Occidentale a commencé, les trois acteurs de cette émigration ont considéré ceci comme quelque chose de très passager. D'abord, l'Etat d'accueil, puis pour l'Etat envoyant, et ensuite pour eux-mêmes. Dans les années '60 et '70, il n'y a pas de véritable politique sur les immigrés. A tel point que quand il y a eu la question religieuse qui s'est posée dans les années '70, les musulmans oppositionnels ont pu

s'implanter dans les dortoirs des usines. A partir du moment où cette émigration est devenue pérenne, et quand il y a eu le coup d'Etat militaire en Turquie en 1980, le régime, le système a très bien compris que s'il laissait ces émigrés à leur destin en Europe occidentale, il pourrait aller vers des courants politiques d'extrême gauche, révolutionnaire ou alors islamistes. Donc, en 1982, avec la nouvelle constitution, la *Diyanet* est également chargée de contrôler, d'emmener le service public de religion pour la diaspora en Europe occidentale. A partir de 1983, il y a une structuration des imams pour délivrer le message de l'Etat.

Le but du DITIB (Affaires Religieuses – Union Turco-Islamique) est d'aider les concitoyens (ou pas d'ailleurs) expatriés (ou nés sur place) à vivre en sans être assimilés. Tout au long des années '90, il y a eu beaucoup de polémiques en Europe occidentale sur l'arrivée de ces imams qui ne connaissaient pas la langue du pays et sa culture. En réalité, les pouvoirs occidentaux les ont bien accueillis, et ils sont toujours bien accueillis. Ne nous leurrons pas, pour l'Europe occidentale, mieux vaut des imams envoyés par le Maroc ou par la Turquie et que ce soit contrôlé par les Etats, que des imams non contrôlés du tout. De plus, payés par ces Etats ! Actuellement, 1500 imams sont chargés de garder les liens nationaux à travers l'islam turc de la *Diyanet*. Ce nouveau rôle est tellement bien joué que dans des pays occidentaux, il y a eu une image fausse : « l'imam qui est dans une communauté turque est le médiateur, le sage auquel les fidèles posent des questions ».
J'avais fait une enquête entre 2004 et 2006 sur les mosquées turques en Moselle et en Alsace et j'appelais ces imams pour aller les interroger, et donc je demandais l'adresse et ils ne connaissaient pas l'adresse ! Parce que le président de l'association est venu le chercher au Consulat et l'a installé dans son logement, il ne savait pas où il était ! Aucun n'a su. En réalité, le vrai leader est le président de l'association. Mais justement pour palier à cette lacune, et parce qu'il y a eu des débats en Europe occidentale contre ces imams venant de l'étranger, l'Etat turc investit en Europe Occidentale pour former des futurs imams locaux.
Exemple : supposons que la France dit aujourd'hui, comme vient de faire l'Autriche, « stop on ne veut plus d'imams qui viennent de Turquie, les imams doivent être d'ici ». La *Diyanet* ne peut pas permettre qu'il n'y ait plus de vecteurs entre la diaspora et l'Etat. La solution trouvée est que la structure elle-même vient et fonde ses propres centres de formation en direction des enfants de la diaspora. Strasbourg est au centre. Il y a la faculté de théologie islamique de la *Diyanet* et le lycée. C'est une école normale où il y a des cours de religion en plus, c'est la nouvelle bourgeoisie actuelle. Il faut dire que le projet de la faculté de théologie islamique est un semi échec dans la mesure où l'enseignement est entièrement en turc et par des professeurs venant de Turquie. Aujourd'hui, les étudiants de cette faculté ont été transportés en Turquie et sont censés revenir et devenir imams, mais on discutait tout à l'heure : aucun ne deviendra imam.

1er rôle : construction nationale
2ème rôle : barrière contre le socialisme
3ème rôle : encadrement paternaliste des enfants de la diaspora

4ème rôle : à partir des années 2000 →
A partir des années 2000, on a cette vision qu'on peut appeler *néo-ottomanisme*. Cette vision est assez biaisée. Il y en a eu d'autres dans l'histoire de la Turquie où l'islam et le passé Ottoman avaient été instrumentalisés. Je me souviens de l'époque des années '80, où le président Özal avait investi les pays balkaniques pour dire « nous sommes tous issus de

l'Empire ottoman, développons l'économie en étant plus libéraux, si on fait de l'argent ensemble, il n'y aura plus de guerre ». Nous étions en pleine guerre froide quand même.
Dans les années '90 lorsque Erbakan est arrivé au pouvoir, c'était « laissons tomber tous ces mécréants européens, des infidèles… nous, nous formons notre union musulmane : Lybie, Egypte, les frères musulmans. » et cela a duré jusqu'à la révolution égyptienne.
Si Morsi a été si mal conduit, c'est parce qu'il a été conseillé par le Président turc dans sa volonté de devenir le leader du monde musulman à travers les frères musulmans. Les frères musulmans ont été fortement soutenus par le pouvoir en Turquie et ont justement pu s'accaparer des révolutions arabes pour s'installer au pouvoir. C'est un échec total, puisqu'en Tunisie, ils ont été chassés par les laïcs, la Lybie n'existe plus et est en train de devenir l'arrière camp de l'Etat islamique, en Egypte les frères musulmans ont accédé au régime mais ils ont été chassés par l'armée, jusqu'à récemment, le président turc n'acceptait pas de recevoir les délégués égyptiens, considérant qu'ils étaient illégitimes.

A partir des années 2005, le conseiller principal du premier ministre de l'époque Recep Tayyip Erdogan était un certain un professeur universitaire qui s'appelait Ahmet Davutoglu qui entre temps est devenu ministre des affaires étrangères et puis premier ministre avant d'être limogé par le Président tout puissant, ne le jugeant pas assez loyaux. Davutoglu a écrit un livre, « la profondeur stratégique ». C'est une vision très *néo-ottomaniste* : la Turquie doit être au centre et le leader de la région, non seulement parce qu'elle a le droit de le faire (c'est une turquisation et une islamisation de l'histoire ottomane, c'est une vision historiographique) mais de plus elle a le devoir de le faire, en tant que principal héritier de l'Empire ottoman. C'est de ce point de vue qu'a été développée cette vision *néo-ottomaniste* kitch, superficielle, avec un discours sur les bienfaits de l'Empire ottoman. Si nous étions dans les années 1930 – 1940, on ne pourrait pas avoir ce discours-là ! La Turquie ne s'est pas considérée au départ comme successeur de l'Empire ottoman, au contraire, elle se considère comme une page blanche. La Turquie a été fondée contre l'Empire Ottoman, c'est une réhabilitation de l'Empire ottoman, une islamisation et turquisation de l'Empire Ottoman. De ce point de vue, le Proche Orient, les Balkans et le Caucase, plus la libération des pays dits turcophones de l'Asie Centrale, sont devenues un champ d'action de la *Diyanet* pour justement sunniser les Balkans et les garder proches de la Turquie. Cela se fait à travers plusieurs institutions : TIKKA, IRCICA, TOKI, des constructions publiques, et les fondations Yunus Emre, qui ont commencé dans les Balkans et qui aujourd'hui viennent en Europe occidentale.
Tuzi est une petite ville où j'avais déjà été quand je travaillais sur les musulmans dans les Balkans, qui se trouve à la frontière entre le Monténégro et l'Albanie et est une ville historiquement Bektâchî. La *Diyanet* avec TIKKA et TOKI a construit une grande medersa, une énorme mosquée sunnite, avec une école, réfectoire, dortoir, etc. récemment. Donc, j'y suis allée l'année dernière. J'ai demandé à un Albanais où étaient les Tékés Bektâchî ? Il m'a dit « pas de ces choses-là chez nous ». Il y a une légitimation de la centralisation de l'Islam turc sunnite à travers la Turquie qui investit le Monténégro, la Macédoine, l'Albanie, le Kosovo, la Grèce, la Bosnie où il y a sunnisation assez rapide à travers le comportement. N'oublions pas que la Turquie ne possède pas d'énergie (pas de pétrole), pas beaucoup d'argent : ces institutions deviennent des outils principaux de soft power mais avec des limites. Il y a toujours une distinction comportementale entre une religiosité majoritaire et minoritaire. Aujourd'hui, en tant que pouvoir centralisé, Ankara essaye d'imposer le comportement religieux majoritaire aux minoritaires. Evidemment, cela se fait sans prendre

en considération, non seulement le statut minoritaire mais également des différences contextuelles. Celui qui est à Birmingham, qui est la première ville « musulmane » d'Europe, au sens de pourcentage, n'a pas les mêmes préoccupations ni le même contexte social que celui qui est à Strasbourg. Il y a la même uniformisation (centralisation des prêches) dans des contextes très différents.
L'utilisation dans les Balkans et au Proche Orient de l'héritage Ottoman reçoit des réactions. (Il y a des séries télévisées turques, je vous conseille d'acheter le dernier numéro de la revue Historia, qui a fait un grand sujet sur le succès des séries télévisées turques dans les Balkans et au-delà.)

Il existe évidemment ces outils de soft power mais il y a des nouvelles limites : le mouvement Gülen par exemple. C'est un mouvement qui est très bien installé depuis les années '70 en Turquie. Ensuite, il s'est installé et s'est ancré, à la fois dans l'Asie Centrale et aux Etats Unis, ensuite en Afrique, a soutenu l'arrivée au pouvoir de l'AKP et est devenu le principal allié de l'AKP pendant une décennie, à tel point que l'AKP, qui était au pouvoir, n'avait pas assez de personnel « éduqué » pour faire main mise sur l'appareil étatique. Le mouvement Gülen a fourni ce personnel. Depuis 2 ans, il y a une guerre patente et une scission extraordinaire. Mais le mouvement Gülen reste implanté à l'étranger, sans les mosquées : c'est plutôt un réseau d'associations d'hommes d'affaires, de médias. Il y a eu dans certains pays justement une main mise dans les médias par le mouvement.
En réalité, cet interventionnisme très autoritaire et très centralisé, en un sens, devrait avoir des limites. A tel point qu'aujourd'hui, cet autoritarisme et ce discours très centralisé qui essaye de limiter tout discours critique, tout discours oppositionnel, tout discours un tant soit peu intellectuel, doit avoir des limites.

Demain, c'est le 22 avril. 1128 universitaires qui ont signé un appel pour la paix font l'objet d'une enquête parce que le pouvoir considère qu'il y a l'Islam, comme facteur unificateur suffisant et donc de ne plus trouver d'autres facteurs. Et donc, quatre de ces universitaires sont en prison. Demain, il y aura leur premier procès. Cela fait depuis un mois et demi qu'ils sont en prison et le reste des universitaires sont également inquiétés, notamment dans leurs universités : certains ont perdu leur travail ou sont mis à l'écart pendant la période du procès, et les autres, qui travaillent à l'étrangers, sont considérés comme des plus grands traitres parce qu'en plus, ils le disent à des étrangers qui ne sont pas censés savoir ce qui se passe en Turquie. Cette centralisation à travers un outil religieux est également une centralisation générale. C'est un noyau encore plus large. A mon avis, dans les années à venir, nous verrons davantage de montée en force de la *Diyanet*.

Aujourd'hui, il y a davantage d'autoritarisme en Turquie, non critiqué en Turquie à cause de la répression, mais aussi très peu critiqué par vous qui êtes en Europe occidentale parce que vous avez cette peur bleue qu'il y ait ces pauvres réfugiés qui viennent chez vous. Il y a donc cette peur que le régime ouvre la vanne et il y aurait donc le risque que les réfugiés viennent « inonder » l'Europe Occidentale, qui auront d'ailleurs d'autres préoccupations religieuses dans 20 ans. Dans 20 ans, on va parler en Europe Occidentale, de la religiosité des syriens.
Justement ces réfugiés syriens, seront la nouvelle préoccupation du pouvoir central en Turquie et la *Diyanet*, pour sûr, sera une des institutions qui seront chargées de les encadrer, de les sunniser et à terme de les turquiser ? Une nouvelle fonction de la *Diyanet* donc dans les années à venir.

Je vous remercie pour votre attention et pour votre patience.